

Tous les gens bien renseignés ont dénoncé... [Français]

[Traduction]

**Une voix:** Deux fois la moyenne nationale.

**M. Valade:** Deux fois la moyenne nationale comme mon honorable ami vient de dire.

[Français]

... à un niveau plus élevé une des crises économiques les plus graves que nous ayons connues en 1964.

Il existe aussi une tendance inquiétante. J'y reviendrai plus tard.

Tous les gens compétents ont dénoncé la politique gouvernementale, c'est-à-dire la restriction du crédit et les propositions du Livre blanc. Les économistes les plus chevronnés se sont inscrits en faux contre cette politique. Dans un article fort intéressant publié dans le journal *La Presse* du 24 janvier 1970, intitulé: «Bilan et perspectives de l'Économie canadienne de 1970», M. André Beauman, économiste et ingénieur-conseil très connu, jugeait de la façon suivante la politique «bensonnienne»:

Les mesures anti-inflationnistes prises par Ottawa causent déjà assez de tort au Québec. En effet, vu le taux de chômage qui y sévit actuellement, ces mesures vont à l'inverse des stimulants économiques dont le Québec a besoin, et de plus elles ne peuvent que continuer à accentuer le déséquilibre industriel qui s'est toujours fait entre l'Ontario et les autres provinces.

On n'en finirait pas, monsieur l'Orateur, de citer les paroles des économistes compétents qui rejettent unanimement et sans ambiguïté les propositions gouvernementales, comme solution à l'inflation.

Le nouveau premier ministre du Québec, M. Bourassa, a été forcé, au cours des derniers jours de sa campagne électorale, de dénoncer la politique du gouvernement fédéral à cet égard.

D'autres autorités qui s'y connaissent dans le domaine de la stabilité économique pourraient également être citées. Au fait, le professeur Richard A. Musgrove, dans un article intitulé «The Optimal Mix of Stabilisation Policies» et reproduit dans un mémoire présenté par la CSN au gouvernement fédéral, disait, et je cite ses paroles, afin d'essayer d'éclairer davantage, si la chose est possible, l'honorable ministre des Finances. Voici:

• (12.20 p.m.)

[Traduction]

L'autre possibilité est d'insister sur la stabilité du niveau des prix, mais de laisser l'emploi fléchir librement. Cette façon d'agir est non seulement ridiculement inefficace et injuste, mais encore irréaliste. Le chômage soutenu est incompatible avec la stabilité sociale dans notre milieu.

[M. Valade.]

Il s'agit d'un économiste qui sait ce qu'il dit. En effet, il dit clairement à l'honorable ministre des Finances et au gouvernement que leur politique relative à l'économie est fautive, erronée et irresponsable.

On l'a dit et on le répétera aussi souvent et aussi longtemps qu'il le faudra, même sans espoir de «débloquent» l'honorable ministre, afin d'appeler l'attention du peuple canadien sur l'immense bévue qu'il a commise en confiant les destinées du pays à de dangereux amateurs.

**M. J.-A. Mongrain (Trois-Rivières):** Vous n'êtes pas sérieux.

**M. Valade:** Monsieur l'Orateur, si je ne suis pas sérieux, des milliers de chômeurs le sont lorsqu'ils considèrent la situation dans laquelle est plongée leur famille.

Vous qui êtes le député de Trois-Rivières, qui représentez une région particulièrement affectée par le chômage, il faudrait qu'on vous entende dire si vous êtes d'accord avec la politique du gouvernement. Il faudrait que vous nous disiez si vous êtes d'accord avec les centaines de familles qui crèvent de faim dans votre circonscription de Trois-Rivières et qui ne peuvent compter sur le gouvernement central,...

**M. l'Orateur suppléant (M. Béchard):** A l'ordre. Je voudrais faire remarquer à l'honorable député qu'il doit adresser ses propos à la présidence.

**M. Valade:** Monsieur l'Orateur, je répondais à l'honorable député de Trois-Rivières et s'il m'interpelle encore, je lui répondrai.

Environ 540,000 chômeurs crient leur désespoir à ceux qui ont été élus sous la bannière de la «société juste».

La priorité la plus importante au Canada n'est pas l'économie, mais le chômage. Nous devons donc l'étudier.

Lorsque 9 p. 100 de la population du Québec souffre du chômage, 10 p. 100, dans les provinces Maritimes, et près de 7 p. 100 dans tout le Canada, je crois qu'il y a là matière à réflexion. Le gouvernement n'a pas le droit d'être indifférent à ce problème humain. Il a le devoir impérieux de prendre sans délai les mesures qui s'imposent, afin de redresser la situation avant qu'elle n'ait atteint des proportions désespérantes.

L'orgueil du ministre des Finances est-il plus important que l'élimination du chômage?

Monsieur l'Orateur, les chiffres sont parfois éloquentes, et le ministre des Finances n'accep-